

Cote du document: EB 2020/130/R.22
Ordre du jour: 8 f) i) a)
Date: 4 août 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président
Proposition de prêt
République du Kenya
Projet relatif à la commercialisation
des produits de l'élevage au Kenya

Numéro du projet: 2000002339

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Esther Kasalu-Coffin

Directrice de pôle
téléphone: +254 (0) 748 606 381
courriel: e.kasalu-coffin@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trentième session
Rome, 8-11 septembre 2020

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	5
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (le document sera distribué en séance)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

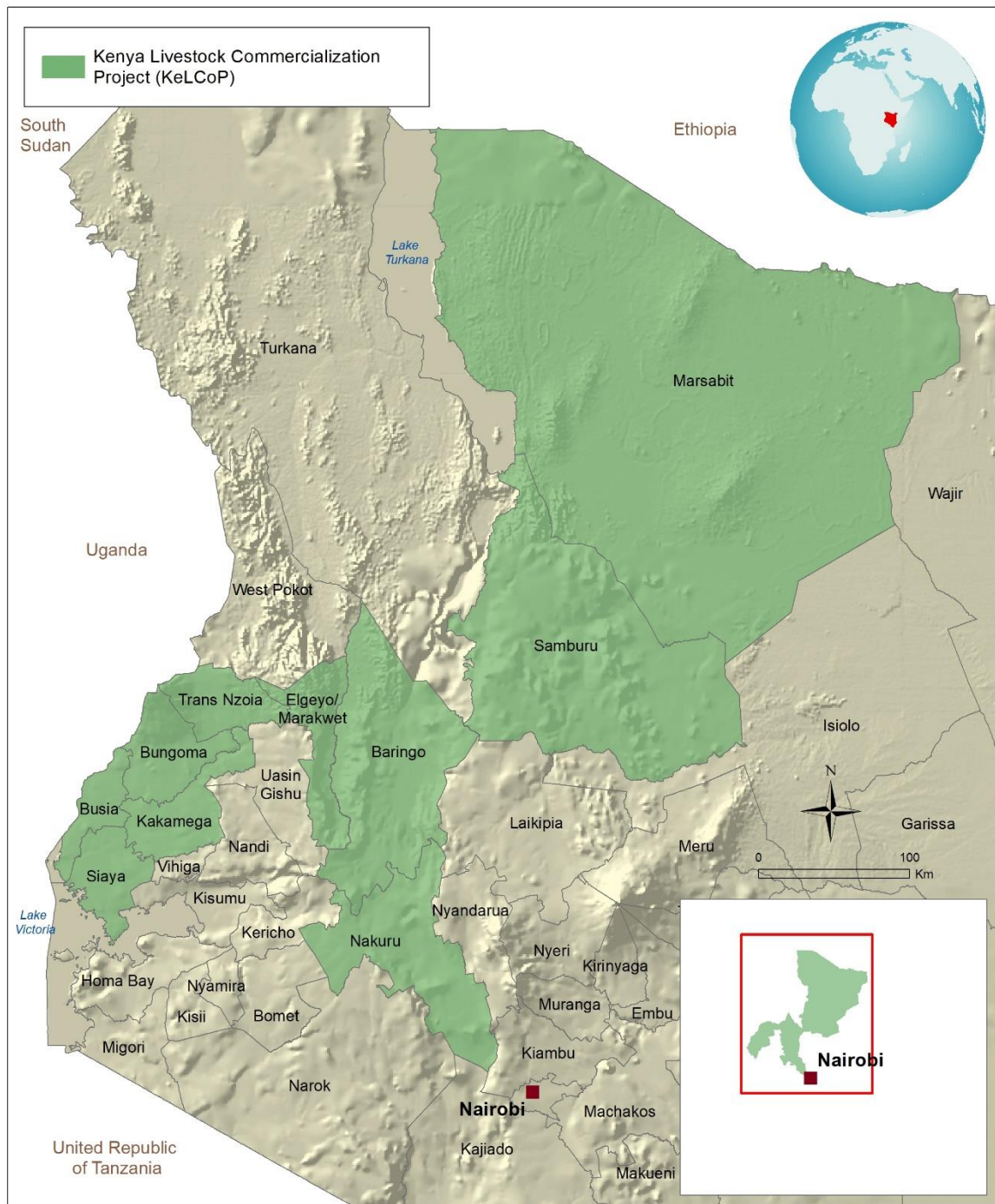
Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays/ chargée de programme de pays:	Esther Kasalu-Coffin
Responsable technique:	Antonio Rota
Responsable des finances:	Caroline Alupo
Spécialiste climat et environnement	Edith Kirumba
Juriste:	Andres Uribe-Orozco

Sigles et acronymes

ICT4D	Technologies de l'information et des communications au service du développement
S&E	Suivi-évaluation
UGCP	Unité de gestion et de coordination du projet

Carte de la zone du projet



Source: 08/07/2020

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Gouvernement kényan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives
Coût total du projet:	93,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	27,4 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: le prêt est octroyé dans le cadre de la modalité d'introduction progressive. Accordé à des conditions mixtes, il aura un délai de remboursement de 25 ans et un différé d'amortissement de 5 ans. Une commission de service et un taux d'intérêt fixe sont exigibles chaque semestre sur le montant du principal décaissé par le Fonds et non encore remboursé par l'emprunteur.
Montant du prêt du FIDA:	27,4 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables (aussi appelé prêt particulièrement concessionnel): le prêt particulièrement concessionnel accordé dans le cadre de la modalité d'introduction/de suppression progressives aura une échéance de 40 ans et un différé d'amortissement de 10 ans. Une commission de service est exigible chaque semestre sur le montant du principal décaissé par le Fonds et non encore remboursé par l'emprunteur. Aucun intérêt n'est perçu sur le prêt.
Cofinanceur:	Heifer International
Montant du cofinancement:	3,4 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Contribution en nature
Cofinanceurs:	Institutions financières participantes
Montant du cofinancement:	4,6 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur:	19,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	11,8 millions d'USD
Montant du financement du FIDA (action climatique):	22,9 millions d'USD au total
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 53.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Au cours de la dernière décennie, la République du Kenya a enregistré une solide croissance économique de l'ordre de 5,5% en moyenne. La Banque mondiale prévoyait initialement un taux de croissance économique de 5,9% pour 2020. Cependant, en raison de la crise liée à la COVID-19, cette prévision a été révisée à la baisse pour être ramenée à 1,0%. La nouvelle Constitution établie en 2010 a entraîné un processus de décentralisation dans certains domaines comme le développement économique, les soins de santé, l'éducation et les infrastructures, certains pouvoirs de l'administration centrale étant dévolus à 47 comtés récemment créés. La prochaine grande échéance politique sera les élections générales de 2022.
2. Le Kenya comptait 47,6 millions d'habitants en 2019, dont 75% vivaient en milieu rural. En 2018, l'indice de développement humain attribué au Kenya était égal à 0,590, soit le plus élevé de la sous-région. Le Kenya est entré dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2014, mais, selon les estimations, 36,1% de la population vivait encore en dessous du seuil de pauvreté en 2016. La pauvreté est plus fréquente dans les zones rurales et particulièrement marquée dans les comtés arides. En outre, le taux de pauvreté est anormalement élevé chez les femmes et les jeunes, et le taux d'insécurité alimentaire demeure important, avec environ 14,5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire.
3. Les systèmes d'agriculture paysanne contribuent à la production agricole nationale à hauteur de 75 pour cent. Les petits exploitants agricoles se heurtent à un certain nombre de difficultés, notamment l'amenuisement de la taille des exploitations, l'accès limité aux technologies contribuant à améliorer la productivité, la médiocrité des services de vulgarisation, le faible degré d'adoption des technologies et l'accès difficile aux marchés. Dans les régions arides et semi-arides du pays, l'élevage est assuré en majeure partie par des pasteurs et est caractérisé par la faiblesse des infrastructures et l'insuffisance des services de vulgarisation et de soins vétérinaires. Or plus de 90% des bêtes vendues sur les marchés locaux sont élevées par des petits exploitants, ce qui fait de ces derniers des acteurs importants s'agissant de satisfaire la demande nationale en matière d'élevage et de produits d'origine animale.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - contribuant au financement de l'action climatique;
 - transformateur de la question du genre;
 - axé sur la nutrition;
 - axé sur les jeunes.
5. La participation des femmes à la production et à la création de valeur ajoutée est entravée par les normes culturelles qui limitent leur accès aux ressources primaires, au crédit abordable, aux savoirs, à l'information et aux intrants

agricoles, et le contrôle qu'elles exercent sur tous ces éléments. Malgré les garanties apportées par la Constitution, l'inégalité des sexes demeure une préoccupation majeure au Kenya.

6. Les jeunes, qui représentent 35,4% de la population, constituent une main-d'œuvre dynamique s'adaptant facilement aux innovations technologiques, mais le taux de chômage des jeunes s'élève à 18,34%. L'agriculture, qui contribue au PIB à hauteur de 26% de manière directe et à hauteur de 27% supplémentaires de manière indirecte grâce à ses liens avec d'autres secteurs, constitue potentiellement une source de moyens d'existence et d'emplois pour les jeunes du pays.
7. Le Gouvernement kényan n'emploie pas l'expression "populations autochtones" mais considère les groupes de population qui conservent leurs coutumes traditionnelles et leurs croyances comme des secteurs "marginalisés". Le projet promouvra l'autonomisation économique et sociale de ces groupes.

Justification de l'intervention du FIDA

8. Le FIDA possède un avantage comparatif de longue date en matière d'approches participatives et de renforcement des institutions rurales au Kenya, et il a utilisé avec efficacité les technologies de l'information et des communications au service du développement (ICT4D) et une série d'outils novateurs comme la vulgarisation en ligne, les services financiers en ligne, le financement participatif pour la collecte de contributions philanthropiques, et la mobilisation collaborative (*crowdsourcing*) des informations sur les marchés dans le sous-secteur de l'élevage, qui seront reproduits à plus grande échelle dans le cadre du présent projet.

B. Enseignements tirés

9. Les projets financés par le FIDA au Kenya se sont souvent heurtés à des problèmes dans les domaines suivants: passation des marchés, gestion financière, décaissement, ciblage, égalité des sexes et participation des bénéficiaires, et suivi. Des mesures concertées seront prises pour assurer la préparation à l'exécution, en partie avec l'appui du dispositif pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets. Afin d'atteindre ses bénéficiaires efficacement, le Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage fera appel à un éventail de technologies ICT4D, de technologies numériques pour la vulgarisation en ligne et de solutions technologiques financières numériques pour la prestation de services financiers et une gestion performante des données.
10. Dans le but de s'attaquer aux problèmes susceptibles d'être rencontrés pendant la mise en œuvre en matière de ciblage, d'égalité des sexes et de participation des bénéficiaires, le projet a alloué des ressources spéciales et fixé des quotas cibles à l'appui de l'inclusion des groupes vulnérables, des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

11. Le projet vise à contribuer au programme de transformation du monde agricole établi par le Gouvernement kényan, qui prône l'amélioration des revenus des petits producteurs ruraux et le renforcement de leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
12. L'objectif du projet en matière de développement est de favoriser l'accroissement des revenus des ménages pastoraux pauvres, en particulier au profit des jeunes et des femmes, d'une manière respectueuse de l'environnement, dans les zones de projet sélectionnées des dix comtés participants.
13. Le projet devrait profiter directement et indirectement à 110 000 ménages (soit 495 000 personnes), dont 54% de femmes et 30% de jeunes. Au total, 30% des ménages seront spécifiquement ciblés par les interventions nutritionnelles.

14. Le projet sera exécuté dans 10 des 47 comtés du pays: quatre dans la région occidentale, quatre dans la vallée du Rift et deux dans le nord du pays. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays, les zones cibles du projet comprendront deux comtés semi-arides (Elgeyo Marakwet et Baringo) et deux comtés arides (Marsabit et Samburu).
15. Les principaux groupes cibles du projet sont les ménages de pasteurs et de producteurs agropastoraux particulièrement vulnérables, extrêmement pauvres et le plus souvent dirigés par une femme, les pasteurs et les producteurs agropastoraux ayant des visées commerciales, et les jeunes (femmes et hommes) participant à la production ou aux activités entrepreneuriales dans les filières. Le projet accorde une place centrale aux femmes, aux jeunes, aux groupes marginalisés, aux personnes handicapées et aux personnes vivant avec le VIH.
16. Le projet adoptera une gamme de mécanismes de ciblage permettant de prendre en compte les besoins et les problèmes des petits producteurs. Le ciblage direct sera employé pour assurer efficacement l'inclusion sociale.

B. Composantes, résultats et activités

17. Le projet s'articule autour de trois composantes: amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques, appui au développement des marchés de produits animaux, et gestion du projet.
18. **Composante 1: amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques.** Cette composante comprend deux sous-composantes. La première visera à intégrer les ménages vulnérables dans les filières. La démarche suivie à cet effet consistera à associer un mécanisme de reclassement et un Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) avec une formation sur les technologies de l'information et des communications entrepreneuriales et sur la nutrition. Des modèles de vulgarisation en ligne adaptés aux besoins et aux niveaux d'instruction des participants seront employés. La deuxième sous-composante portera sur la promotion des services de vulgarisation en ligne et des systèmes de production résilients face aux aléas climatiques, aux fins de l'amélioration des races animales, de la production fourragère et de la santé des animaux.
19. **Composante 2: appui au développement des marchés de produits animaux.** Cette composante couvrira les aspects suivants: i) infrastructures de marché et développement des capacités; ii) mise en place de forums d'investisseurs encourageant la participation et les investissements du secteur privé; iii) développement de filières inclusives; iv) fourniture de coupons électroniques et de dons de contrepartie aux petits producteurs commerciaux, lancement de start-up novatrices par des jeunes, formations dans le cadre d'échanges entre pairs et selon la méthode des itinéraires d'apprentissage; offre de formations aux jeunes commerçants et transporteurs; mise en place d'un tableau de bord relatif au financement participatif à l'intention des entrepreneurs. En outre, une application de commercialisation en ligne sera mise au point pour fournir des informations sur les prix en temps réel et faciliter l'achat et la vente des intrants essentiels pour l'élevage.
20. **Composante 3: gestion du projet.** Cette composante appuiera l'établissement d'un cadre stratégique favorable au secteur de l'élevage et la formulation d'un plan-cadre de développement de l'élevage. La composante couvrira également les coûts supplémentaires liés à la gestion et à la coordination du projet, notamment la gestion des savoirs et le suivi-évaluation (S&E).

C. Théorie du changement

21. La théorie du changement sous-tendant le projet repose sur une perception multidimensionnelle de la pauvreté et une évaluation des facteurs susceptibles d'aider les ménages à améliorer durablement leurs conditions de vie dans les comtés enregistrant des taux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Outre la promotion d'activités hautement lucratives, des mesures seront prises concernant les disparités entre les sexes et l'inclusion des jeunes, dans les ménages et dans la société, notamment en lien avec l'accès inégal aux débouchés, aux services et aux biens. Le projet visera à répondre aux problèmes rencontrés par les femmes et les jeunes dans le secteur agricole en leur offrant des débouchés qui leur conviennent dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie du Gouvernement en faveur de la transformation et de la croissance du secteur agricole.

D. Alignement, appropriation et partenariats

22. Le projet est harmonisé avec les priorités du Gouvernement en matière de développement, telles qu'elles sont énoncées dans les principales politiques et stratégies suivantes: le document Vision 2030 pour le Kenya, dont la mise en œuvre fait l'objet de trois plans quinquennaux; le plan d'action "Big Four Agenda"; la Politique nationale pour le développement durable du nord du Kenya et des autres terres arides; la Politique nationale sur le genre et le développement; un projet de politique nationale sur l'élevage mettant l'accent sur la transformation de la production animale au moyen de technologies modernes mises au point grâce à la conduite permanente d'activités de recherche et d'innovation; la Stratégie en faveur de la transformation et de la croissance du secteur agricole, qui est conçue pour appuyer la mise en œuvre des composantes agricoles du plan d'action "Big Four Agenda"; la Stratégie en faveur des jeunes dans l'entrepreneuriat agricole; la Stratégie en faveur de l'agriculture intelligente face aux aléas climatiques; le Plan d'action national concernant les changements climatiques; la loi sur la gestion et la coordination en matière d'environnement.
23. Le projet est harmonisé avec le Plan de développement intégré des comtés, et sa mise en œuvre fera l'objet d'une coordination étroite avec les administrations compétentes au niveau national et à l'échelle des comtés. Le projet s'inscrit en droite ligne dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et intègre les thèmes transversaux de FIDA11. Il sera exécuté en collaboration avec Heifer International, qui peut se prévaloir d'une vaste expérience concernant les filières des produits laitiers et de la volaille au Kenya. Heifer International s'est engagé à fournir un appui technique et financier au projet.
24. Il est prévu d'établir d'autres partenariats durant la mise en œuvre, notamment avec: l'Autorité nationale chargée de la gestion de l'environnement, concernant les questions liées au climat et à l'environnement; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence des États-Unis pour le développement international, concernant la formulation du plan-cadre de développement de l'élevage; le bureau du Coordonnateur résident, concernant le pilotage d'un consortium d'organisations des Nations Unies et d'organisations publiques pour ce qui est des programmes qui visent à traiter les conflits pastoraux intercommunautaires dans les comtés ciblés; l'Institut international de recherche sur l'élevage, concernant les connaissances spécialisées techniques en matière d'amélioration des races animales, de pratiques d'élevage et de gestion des pâturages.
25. La complémentarité sera assurée avec: le Programme de la Banque africaine de développement sur la résilience face à la sécheresse et les moyens d'existence durables, le Projet régional de la Banque mondiale sur la résilience des moyens d'existence pastoraux, certaines associations du secteur privé pour l'établissement de partenariats public-privé-producteurs, des institutions financières, d'autres

programmes du FIDA, et potentiellement le Fonds vert pour le climat. Une collaboration avec ce dernier pourrait faciliter la reproduction à plus grande échelle des activités du projet visant à améliorer la résilience des petits pasteurs et éleveurs face aux aléas climatiques et à renforcer leur capacité d'adaptation.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

26. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 93,5 millions d'USD pour les six années de la période d'exécution. La répartition des coûts du projet par composante est récapitulée dans le tableau 1.

Tableau 1

Coût du projet par composante, sous-composante et source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/ sous-composante	Prêt du FIDA		Gouvernement		Gouvernement (contributions en nature)		Gouvernement (contributions monétaires)		Bénéficiaires (contributions en nature)		Bénéficiaires (contributions monétaires)		Institutions financières participantes		Heifer International		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques																		
1. Intégration des ménages vulnérables dans les filières	11 029	51,5	3 246	15,2	-	-	-	-	1 735	8,1	-	-	2 000	9,3	3 387	15,8	21 397	22,9
2. Systèmes de production résilients face aux aléas climatiques	18 633	55,0	5 255	15,5	4 223	12,5	-	-	5 431	16,0	344	1,0	-	-	-	-	33 886	36,2
Sous-total A	29 662	53,7	8 501	15,4	4 223	7,6	-	-	7 167	13,0	344	0,6	2 000	3,6	3 387	6,1	55 283	59,1
B. Appui au développement des marchés de produits animaux																		
1. Infrastructures de marché et développement des capacités	2 835	67,5	618	14,7	585	13,9	-	-	159	3,8	-	-	-	-	-	-	4 198	4,5
2. Développement de filières inclusives	9 634	53,1	1 781	9,8	-	-	-	-	1 935	10,7	2 242	12,4	2 550	14,1	-	-	18 143	19,4
3. Systèmes d'information de gestion des filières	661	84,0	126	16,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	787	0,8
Sous-total B	13 130	56,8	2 525	10,9	585	2,5	-	-	2 094	9,1	2 242	9,7	2 550	11,0	-	-	23 127	24,7
C. Gestion du projet																		
1. Appui en faveur du Gouvernement (institutions publiques et élaboration des politiques)	927	84,0	176	16,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 103	1,2
Coût total du projet	54 750	58,6	12 579	13,5	4 925	5,3	1 463	1,6	9 261	9,9	2 586	2,8	4 550	4,9	3 387	3,6	93 501	100,0

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

27. Le plan de financement s'établit comme suit: i) des prêts du FIDA d'un montant total de 54,8 millions d'USD (58,6% du coût total), dont 22,9 millions d'USD (42% du financement total du FIDA) sont alloués à l'action climatique; ii) une contribution du Gouvernement d'un montant de 19 millions d'USD (20,3% du coût total), dont 12,6 millions d'USD (13,5%) correspondent aux droits et taxes, 1,5 million d'USD (1,6%) à une contribution monétaire et 4,9 millions d'USD (5,2%) à des contributions en nature; iii) une contribution des bénéficiaires d'un montant de 11,8 millions d'USD (12,7%), dont 9,3 millions d'USD (9,9%) correspondent à des contributions en nature et 2,6 millions d'USD (2,8%) à une contribution monétaire; iv) une contribution de Heifer International d'un montant de 3,4 millions d'USD (3,6%); v) une contribution des institutions financières participantes d'un montant de 4,6 millions d'USD (4,98%).

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Gouvernement		Gouvernement (contributions en nature)		Gouvernement (contributions monétaires)		Bénéficiaires (contributions en nature)		Bénéficiaires (contributions monétaires)		Institutions financières participantes		Heifer International		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
I. Dépenses d'investissement																			
A. Travaux de génie civil	12 745	58,9	3 454	16,0	905	4,2	-	-	4 531	20,9	-	-	-	-	-	-	-	21 636	23,1
B. Matériel, biens et véhicules	5 558	58,5	1 517	16,0	533	5,6	-	-	1 035	10,9	344	3,6	-	-	514	5,4	9 501	10,2	
C. Assistance technique	16 060	63,6	3 825	15,1	3 371	13,3	-	-	135	0,5	-	-	-	-	1 861	7,4	25 252	27,0	
D. Dons et subventions	10 006	58,4	2 567	15,0	-	-	-	-	3 559	20,8	-	-	-	-	1 012	5,9	17 144	18,3	
E. Lignes de crédit	2 195	23,4	380	4,1	-	-	-	-	-	-	2 242	23,9	4 550	48,6	-	-	9 368	10,0	
Total des dépenses d'investissement	46 565	56,2	11 743	14,2	4 808	5,8	-	-	9 261	11,2	2 586	3,1	4 550	5,5	3 387	4,1	82 900	88,7	
II. Charges récurrentes																			
A. Salaires et indemnités	3 787	72,1	-	-	-	-	1 463	27,9	-	-	-	-	-	-	-	-	5 251	5,6	
B. Dépenses de fonctionnement	4 398	82,2	836	15,6	117	2,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 351	5,7	
Total des charges récurrentes	8 185	77,2	836	7,9	117	1,1	1 463	13,8	-	-	-	-	-	-	-	-	10 601	11,3	
Coût total du projet	54 750	58,6	12 579	13,5	4 925	5,3	1 463	1,6	9 261	9,9	2 586	2,8	4 550	4,9	3 387	3,6	93 501	100,0	

Tableau 3

Coût du projet par composante et sous-composante et par année

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
A. Amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques							
1. Intégration des ménages vulnérables dans les filières	2 408	4 984	4 506	4 942	3 839	718	21 397
2. Systèmes de production résilients face aux aléas climatiques	2 485	7 629	10 146	8 273	4 534	819	33 886
Sous-total: amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques	4 894	12 613	14 652	13 215	8 373	1 537	55 283
B. Appui au développement des marchés de produits animaux							
1. Infrastructures de marché et développement des capacités	140	1 105	1 866	978	54	54	4 198
2. Développement de filières inclusives	-	1 828	5 691	6 083	3 627	914	18 143
3. Systèmes d'information de gestion des filières	38	310	237	202	-	-	787
Sous-total: appui au développement des marchés de produits animaux	178	3 243	7 795	7 263	3 681	968	23 127
C. Gestion du projet	3 525	1 714	2 436	1 821	1 857	2 634	13 987
1. Appui en faveur du Gouvernement (institutions publiques et élaboration des politiques)	1 103	-	-	-	-	-	1 103
Coût total du projet	9 700	17 570	24 882	22 298	13 911	5 139	93 501

Décaissement

28. Trois mécanismes de décaissement seront utilisés: retrait anticipé, paiement direct et remboursement. Le FIDA décaissera les fonds en versant des avances sur le compte désigné et en procédant aux reconstitutions ultérieures en fonction des dépenses effectuées, telles que justifiées par les relevés de dépenses.

Résumé des avantages et analyse économique

29. Les avantages attendus sont l'adoption par les exploitants agricoles de systèmes de production résilients face aux aléas climatiques et le développement durable des marchés de produits animaux. La valeur actuelle nette du projet est positive (91,3 millions d'USD; 10,1 milliards de KES). Son taux de rentabilité économique interne est estimé à 29,1%, ce qui démontre la rentabilité du projet.
30. Le projet a été conçu de manière à intégrer l'objectif de durabilité dans toutes ses principales composantes, en appuyant la formulation d'un plan-cadre national de développement de l'élevage, en renforçant les capacités des administrations des comtés grâce à la conduite d'activités de formation, et en mettant en place des structures durables à l'appui d'une production animale résiliente face aux aléas climatiques.

Stratégie de retrait et durabilité

31. Le projet favorisera la pérennité de ses interventions en finançant des activités qui auront des incidences positives durables au profit de ses bénéficiaires. Par exemple, il appuiera la formulation d'un plan-cadre national pour le développement de l'élevage, d'une loi relative à l'élevage et de politiques de développement de l'élevage au niveau des comtés. Il suivra une démarche associant le reclassement au GALS pour autonomiser ses bénéficiaires. Tous les investissements relatifs aux infrastructures relevant des composantes 1 et 2 seront réalisés de manière à ce que les comtés en assument la responsabilité et se conforment à l'obligation redditionnelle grâce à la signature d'un mémorandum d'accord, et des mesures seront prises pour renforcer la capacité des communautés à gérer ces investissements. La formation des fonctionnaires du comté chargés de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles concernant les dispositifs de protection environnementaux, climatiques et sociaux, et une collaboration étroite avec l'Autorité nationale chargée de la gestion de l'environnement, garantira le fonctionnement des dispositifs de protection après la clôture du projet.
32. Une approche axée sur le marché et impulsée par le secteur privé sera utilisée pour aider tous les groupes de commercialisation à établir des liens commerciaux et à comprendre les exigences en matière de volume, quantité et autres caractéristiques et spécifications applicables aux produits avant la réalisation d'un quelconque investissement visant à améliorer la production.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Domaines de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Contexte national	Moyen	Faible	Le projet accordera une place de choix à la croissance impulsée par le secteur privé dans les comtés ciblés et aux possibilités de participation du secteur privé dans les filières sélectionnées.
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Substantiel	Un plan-cadre de développement de l'élevage sera formulé, et une assistance sera fournie aux comtés pour appuyer l'élaboration de plans stratégiques de développement de l'élevage.
Environnement et contexte climatique	Substantiel	Moyen	Des mesures seront prises pour réduire autant que possible, voire inverser, les risques de surpeuplement animal, de surpâturage et de dégradation des terres/pâturages. Les mesures d'atténuation seront notamment les suivantes: aménagement d'infrastructures liées à l'eau, pratiques de gestion durable des terres et de l'eau, remise en état des pâturages dégradés, promotion des pratiques de gestion durable des terrains de parcours et des pâturages.
Portée du projet	Faible	Faible	Le projet travaillera avec des spécialistes techniques des secteurs public et privé afin que les bénéficiaires soient parfaitement informés sur les avantages des approches novatrices.
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Élevé	Moyen	Le projet investira dans un appui technique et financier permettant d'améliorer sensiblement les capacités du personnel des comtés, et passera des contrats avec des prestataires de services de vulgarisation qualifiés. S'il y a lieu, il recourra aux méthodes de vulgarisation en ligne pour combler les lacunes de capacités.
Gestion financière	Substantiel	Moyen	Pour protéger efficacement les ressources du projet, des contrôles internes ont été mis en place au sein de l'unité de gestion et de coordination du projet (UGCP). Les contrôles ont trait aux aspects suivants: qualité du système de tenue des dossiers et de mise en ligne des informations; autorisation des documents liés à la comptabilité, à la passation des marchés et à l'administration du projet; contrôles croisés; sécurité physique des biens; double signature (approbation); communication et suivi de l'information financière.
Passation des marchés au titre du projet	Substantiel	Moyen	Le contrôle de la passation des marchés sera assuré grâce à la multiplication des missions d'appui qui fourniront un soutien pratique renforcé à l'exécution afin d'accélérer toutes les étapes de la passation des marchés et d'en assurer la conformité. Le personnel en charge de la passation des marchés et le personnel technique suivront une formation spéciale sur les processus et les meilleures pratiques en matière de passation des marchés.
Impact environnemental, social et climatique	Moyen	Faible	Les mesures d'adaptation et d'atténuation proposées sont intégrées dans le plan de gestion environnementale et sociale, le manuel d'exécution du projet et le plan de travail et budget annuel.
Parties prenantes	Moyen	Faible	Des mécanismes de réparation des torts et de recueil des avis des bénéficiaires seront mis en place afin que ces derniers puissent communiquer leurs réclamations et que le projet puisse prendre des mesures correctives.
Risque global	Substantiel	Moyen	

B. Soutenabilité de la dette

33. La dette du Kenya demeure viable, mais le risque de surendettement est passé de modéré à élevé en raison des incidences de la crise liée à la COVID-19. Cette crise a entraîné un net ralentissement des exportations et de la croissance économique. Le Gouvernement a donc été contraint de réagir avec vigueur sur le plan

budgétaire, ce qui a contribué à creuser les déficits. En conséquence, un certain nombre d'indicateurs relatifs à l'endettement ont empiré.

34. La vulnérabilité du Kenya à l'endettement extérieur et à l'endettement public traduit également les déficits considérables entraînés par la baisse des recettes fiscales, considérées comme un élément du PIB, ces dernières années. Les indicateurs de solvabilité comme les ratios valeur actuelle de la dette extérieure sur PIB et valeur actuelle de la dette publique totale sur PIB sont inférieurs aux seuils, ou valeurs de référence, indicatifs figurant dans le scénario de base. Cependant, un indicateur de solvabilité (le ratio valeur actuelle de la dette extérieure sur exportations) et un indicateur de liquidité (le ratio service de la dette extérieure sur exportations) sont supérieurs aux seuils du scénario de base.
35. Les indicateurs relatifs à l'endettement du Kenya devraient s'améliorer avec le rebond des exportations à mesure que la crise liée à la COVID-19 s'atténuera. Cette analyse fait clairement ressortir la nécessité d'assainir durablement les finances publiques pour ramener la dette publique à des niveaux plus prudents à moyen terme. L'analyse de la soutenabilité de la dette laisse penser que le Kenya est exposé aux chocs touchant les exportations et le financement de marché, et que des chocs prolongés sur son économie risquent aussi de compromettre le profil de la dette.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

36. Le projet sera exécuté par l'intermédiaire des structures publiques existantes. L'organisme chef de file du projet sera le Secrétariat d'État à l'élevage, qui dispose de bureaux dans tous les comtés. Les activités seront exécutées au niveau du comté, faisant du projet une entreprise conjointe entre l'administration centrale et les administrations des comtés. Un comité interministériel de pilotage du projet réunissant des représentants de l'ensemble des ministères et organismes concernés sera créé pour définir les grandes orientations générales, approuver les plans de travail et budgets annuels, examiner les progrès accomplis par le projet au regard des objectifs, évaluer l'efficacité de la gestion, décider des mesures correctives à prendre s'il y a lieu et se pencher sur les enseignements tirés de l'expérience et les bonnes pratiques.
37. Une UGCP, dont le personnel sera recruté par voie de concours, sera établie à Nakuru et sera chargée d'assurer la gestion et la coordination des activités. Au niveau du comté, des unités de coordination du projet superviseront l'exécution de celui-ci. Au niveau du comté et du sous-comté, les équipes du comté chargées de l'exécution du projet s'appuieront sur les équipes des sous-comtés. Le manuel d'exécution du projet donne des informations détaillées à ce sujet.
38. Le projet mettra en place des plateformes de collaboration multipartites dans les comtés ciblés pour rassembler les parties prenantes des filières sélectionnées, et ainsi promouvoir la collecte d'informations sur les débouchés et les problèmes existants et éliminer les goulets d'étranglement dans la commercialisation des produits animaux, grâce à la multiplication des possibilités de relier les producteurs aux fournisseurs d'intrants, aux marchés, aux agents du secteur de la transformation, aux négociants, aux prestataires de services et à d'autres acteurs du secteur privé ou public.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

39. **Gestion financière.** En matière de gestion financière, les dispositions du projet seront conformes aux normes comptables internationales, et les états financiers répondront aux exigences établies dans les Normes comptables internationales pour le secteur public applicables à la comptabilité de caisse. Le niveau du risque

financier sera ramené de substantiel à moyen grâce aux mesures d'atténuation intégrées dans la conception du projet. Un système comptable indépendant sera utilisé. L'existence d'un système comptable satisfaisant constituera une condition préalable au décaissement, et les fonds de démarrage seront utilisés pour contribuer à remplir cette condition. Les décaissements seront virés sur un compte spécial qui sera ouvert à la banque centrale. Les décaissements en faveur des comtés seront effectués sous la forme d'avances prélevées sur le compte d'exploitation du projet. Au niveau du comté, le système intégré d'information de gestion financière assignera un code au projet pour permettre le suivi des fonds et des dépenses. On veillera dans le cadre du projet à ce que la planification soit achevée à temps afin que les échéances nationales en matière de préparation des budgets soient respectées; le projet, comme tous les projets en cours, fera rapport au système budgétaire national sous la rubrique des recettes et des crédits ouverts au titre de l'aide. Il respectera en conséquence les directives budgétaires applicables aux finances publiques et fera en sorte d'obtenir les approbations budgétaires en temps utile.

40. Les audits externes seront assurés par le Bureau du Vérificateur général, comme c'est déjà le cas pour le portefeuille existant. Les audits seront effectués conformément aux directives figurant dans le Manuel relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Les rapports d'audit ont été soumis en temps voulu et la qualité de l'audit a été jugée très satisfaisante, mais un retard a été constaté en 2020 parce que le poste du Vérificateur général, chargé par la Constitution de signer les rapports, est resté vacant. Cette situation devrait rester exceptionnelle.
41. **Passation des marchés.** La responsabilité de l'exécution du projet et, partant, de l'attribution et de l'administration des contrats qui en relèvent incombe au Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives. Le cadre juridique et réglementaire applicable à la passation des marchés publics du Kenya¹ sera employé chaque fois que son utilisation sera cohérente avec les Directives du FIDA relatives à la passation de marchés dans le cadre des projets. Dans la matrice des risques du projet liés à la passation des marchés, le risque global en la matière est jugé "moyen". Le cadre juridique et stratégique du Kenya relatif à la passation des marchés est solide, mais l'évaluation a fait apparaître plusieurs faiblesses auxquelles le projet remédiera en prenant des mesures d'atténuation propres à assurer la qualité des procédures de passation des marchés et leur mise en œuvre en temps voulu.
42. **Gouvernance.** Le projet investira dans le renforcement des capacités du personnel des comtés. En outre, des prestataires d'assistance technique qualifiés seront mobilisés sous contrat, et des méthodes de vulgarisation en ligne seront mises à contribution, s'il y a lieu, pour combler les lacunes de capacités en matière de fourniture de services de vulgarisation.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

43. Pour ce qui est de la gestion des savoirs et du S&E, le projet établira des systèmes novateurs, participatifs et fondés sur les technologies de l'information et des communications, qui seront mis au point par Precision Agriculture for Development, une organisation s'inscrivant dans le mouvement ICT4D. Cette organisation travaille déjà avec le Secrétariat d'État au développement des cultures et a mis en service un outil de vulgarisation en ligne dans certains comtés. Precision Agriculture for Development travaillera en étroite collaboration avec l'UGCP à l'établissement d'un lien porteur de transformations entre le S&E et la gestion des savoirs, et à la mise au point de produits du savoir fondés sur des processus simplifiés et numérisés. L'un des éléments clés du système de gestion des savoirs

¹ Public Procurement and Asset Disposal Act n° 33 de 2015 (édition révisée en 2016).

et de S&E sera la participation des principales parties prenantes, qui contribueront activement à créer des moyens plus inclusifs d'évaluer le changement et d'en tirer des enseignements. L'UGCP sera globalement chargée d'assurer en permanence le S&E et de rendre compte régulièrement des progrès accomplis au regard des objectifs du projet.

44. **Avis des bénéficiaires, réparation des torts et portail en ligne du citoyen.** Des enquêtes seront menées régulièrement dans le cadre du projet. Leur objectif sera de recueillir les avis des bénéficiaires pour évaluer la façon dont les participants jugent les diverses activités et obtenir leurs recommandations quant aux moyens d'améliorer la pertinence, l'efficacité et l'impact du projet. Celui-ci encouragera la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

45. La conception du projet comporte des éléments novateurs et notamment le recours à un éventail de technologies et d'applications numériques qui déploient des approches et des modèles transposables à plus grande échelle de technologies ICT4D en partenariat avec le secteur privé. Les innovations et les technologies de l'information seront mises à profit lors de la mise au point d'une approche de vulgarisation en ligne et d'une modalité de services financiers en ligne afin de réduire les coûts d'accès et de mise en œuvre. Des systèmes de commercialisation en ligne seront développés pour l'accès à l'information et les applications de vente et d'achat. Le projet reproduira à plus grande échelle la prestation de services financiers numériques comme le dispositif de coupons électroniques actuellement utilisé dans le cadre d'un projet financé par le FIDA au Kenya. Avec ce système, les utilisateurs reçoivent des cartes de débit personnalisées contenant des portefeuilles électroniques dont ils peuvent se servir pour se procurer des produits ou des intrants agricoles auprès de certains négociants en articles agricoles.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

46. Les enseignements importants tirés des projets d'investissement financés par le FIDA ou d'autres partenaires du développement ont trait au démarrage tardif de la mise en œuvre, qui résulte souvent des retards observés dans les domaines suivants: recrutement et mise en place de l'UGCP, achat et installation du logiciel de gestion financière souhaité et réalisation des autres conditions de décaissement. C'est pourquoi, en vue de lancer les principales activités de démarrage au cours des six premiers mois du projet, le projet s'appuiera sur le dispositif pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets. Une avance de démarrage d'un montant de 500 000 USD est proposée pour financer: le recrutement du personnel de l'UGCP et l'établissement des bureaux de l'unité; l'achat du logiciel de gestion financière; les activités initiales liées à l'enquête de référence; les salaires des principaux membres du personnel de l'UGCP; les coûts de fonctionnement du démarrage, notamment les frais de déplacement du personnel de l'UGCP; la mise en place des systèmes de S&E et les formations en la matière.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

47. **Supervision.** Le FIDA et le Gouvernement (représenté par le Trésor national et son bureau de la planification et le Secrétariat d'État à l'élevage) assureront conjointement la supervision annuelle du projet et déploieront des missions plus brèves de suivi et d'appui à l'exécution. Outre le suivi de l'exécution et l'établissement de rapports sur la performance et les résultats du projet, les missions de supervision permettront d'évaluer les réalisations et les enseignements tirés de l'expérience et de chercher les moyens d'améliorer l'exécution et son impact.
48. **Examen à mi-parcours.** Le FIDA et le Gouvernement conduiront ensemble un examen à mi-parcours du projet au plus tard la troisième année de réorientation de l'exécution du projet. L'examen permettra de dresser un bilan des réalisations au

regard des objectifs du projet et de recenser les problèmes rencontrés puis, sur cette base, de recommander toute mesure jugée nécessaire. Les organismes publics pertinents veilleront à ce que les mesures convenues à l'issue de l'examen à mi-parcours soient appliquées conformément au calendrier fixé.

49. **Achèvement du projet.** Après la date d'achèvement du projet, et au plus tard 30 jours avant sa date de clôture, le Gouvernement procédera à un examen final. Un rapport d'achèvement de projet sera en outre présenté au FIDA. Les discussions liées au processus du rapport d'achèvement de projet auront pour objet de mettre fin à l'exécution, de réfléchir aux progrès accomplis et aux enseignements tirés de l'expérience, de faire le point sur la performance globale des pouvoirs publics et du FIDA, et de se pencher sur la question de la durabilité et la stratégie de sortie du projet. Le rapport d'achèvement de projet s'appuiera aussi sur l'évaluation de l'impact du projet que réalisera l'UGCP.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

50. Un accord de financement entre la République du Kenya et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera distribué lors de la session.
51. La République du Kenya est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
52. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

53. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé de deux prêts d'un montant total de cinquante-quatre millions huit cent mille dollars des États-Unis (54 800 000 USD) en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt à des conditions mixtes d'un montant de vingt-sept millions quatre cent mille dollars des États-Unis (27 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un deuxième prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de vingt-sept millions quatre cent mille dollars des États-Unis (27 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Negotiated financing agreement

(To be tabled at the session)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline ²	Mid-Term	End-Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Estimated corresponding total number of households members				PMCU MIS quarterly reports	Annually	PMCU	Project initiates its activities on expected timelines and all approvals and implementation arrangements are in place.
			148,500	495,000				
	Total # of Persons receiving services from Project ³							
			33,000	110,000				
Project Goal: Contribute to the Government's agriculture transformation Agenda of increasing rural small-scale farmers' incomes, food and nutrition security.	(% increase in income of the targeted households)				3rd party household surveys, poverty/gender studies	Baseline, Midline and End Line	PMCU	Households' incomes increase due to increased production/ productivity and better market access. / Continued political and economic stability
	Percentage (%)	KES 400/day ⁴	25	35				
Development Objective: Increase incomes of 110,000 poor livestock and pastoralist HH, especially youth and women, in an environmentally friendly manner, in selected project areas of 10 participating counties.	Percentage of beneficiary households reporting increase in income				Baseline asset survey, mid & end line Survey	Baseline, mid-term and completion		Poor rural people are willing to adopt innovative technologies. Private sector engaged in the project implementation through SMEs/ Both local and regional markets remain stable
	Percentage (%)	0	20	60				
COMPONENT 1: CLIMATE SMART PRODUCTION ENHANCEMENT FOR SMALL LIVESTOCK								
Outcome 1: Enhanced poor rural people's production capacities	No of households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices.	500	23,000	77,000	Project baseline/ mid-term /completion Surveys	Baseline, mid-term and completion	PMCU	Financial sources will be available to the households to enhance adoption
	Percentage of households reporting increase in production (%)	10	20	60	project baseline/ mid-term /completion Surveys	Baseline, mid-term and completion	PMCU	Poor rural people are willing to adopt innovative technologies Households willing to increase consumption of other sources of foods /Community customs facilitate women empowerment
	Percentage of targeted women reporting increase in empowerment using WEAI index (%)		50	80	Surveys by the project baseline/ mid-term /completion			
	Percentage Women reporting minimum dietary diversity (MDDW) (%)		30	50				
Output 1.1: Develop Livestock Masterplan, regulations and strategies for livestock at county level	Number of existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendments	10	2	4	PMCU Records	Annual	PMCU	Provisions are made for review, formulation and ratification of relevant policies/ Political environment is supportive of policy reviews, formulation and amendments
	Number of policy-relevant knowledge products completed	1	2	4				
Output 1.2: Improve access to agricultural technologies and production services.	Number of rural producers ⁵ accessing production inputs and/or technological packages	1,000	15,000	50,000	PMCU Records	Annual	PMCU	Poor rural people are willing to adopt innovative technologies Availability of improved breeds

² Baseline data figures have been derived from the County Integrated Development Plans (CIDPs) The figures will be revised once a comprehensive baseline survey will be conducted Based on FAO Family Farming Data. AGTS. 2019.

³ Approx. 54.5% of beneficiaries will be women (18,000 at midline; 60,000 end term) and at least 30% youth (9,900 at midterm and 495,000).

⁵ The total number of producers will be disaggregated by females, males, youth and non- youth.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline ²	Mid-Term	End-Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.3: Improve access to inclusive financial services	Number of persons accessing financial services (credit & savings) ⁶ (disaggregated by age/sex)	500	3,000	7,255				Financial service providers are available to support project engagement with FIs Farmers and other value chain actors are willing to take up financial services from banks
	Volume of credit advanced to project beneficiaries by financial institutions		US\$2.4 M	US\$9.4 M				
Output 1.4: Improve nutrition of vulnerable households	Number of households provided with targeted support to improve nutrition (No.)		11,550	38,500				
Outcome 2: Strengthen the environmental sustainability and climate resilience of poor rural people's economic activities.	Percentage of households reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices (%)	5	25	60	Outcome surveys	Baseline, mid-term and completion	PMCU	Communities are willing to adopt environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices such as rangeland governance
Output 2.1: Improved rangeland management and access to water infrastructures	Number of households accessing water infrastructure		10,000	20,000				
	Number of groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (No.)	15	50	200	PMCU Records	Annual	PMCU	
	Number of hectares of rangeland under improved governance (Ha)		1,000	3,000				
COMPONENT 2: SUPPORT TO LIVESTOCK MARKET DEVELOPMENT								
Outcome 3: Enhanced poor rural people's benefit from market participation	Number of new jobs created (will be disaggregated by age/sex) (No.)		1,000	3,000	Outcome surveys At County level			County Govts are willing to partner with project to improve market infrastructure/County Govts' tax regimes are facilitative and incentivize local traders to use market infrastructure
	Percentage of supported rural enterprises reporting increase in profit.(%)		10	60	and	Baseline, mid-term and completion	PMCU	
	Number of HH reporting improved physical access to markets.	333	5,000	11,666	Integrated Development Plans (IDPs)			
	Number of HH reporting improved physical access to processing	333	5,000	11,666				
	Number of HH reporting improved physical access to storage facilities.	333	5,000	11,666				
Output 3.1: Improved livestock market infrastructure	Number of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated (No.)	10	50	150				County Govts are willing to partner with project to improve market infrastructure / Recipients of matching grants invest in processing & storage facilities ...
Output 3.2: Improved access to e-marketing services	No. of farmer groups registered in the database and participating in the MSPs (No.)	500	1,500	3,000	PMCU Records			Value chains actors are willing to work together through platforms and to create market linkages
	Number of private sector actors participating in MSPs (disaggregated per value chain and role in the supply chain)	100	250	500	County Integrated Development Plans	Annual	PMCU	
	Number of market linkages created.	10	18	60				
Output 3.3: Diversified rural enterprises and employment opportunities	Number of persons trained in Income generating activities or business management (disaggregated by age/sex) (No.)	500	5,000	11,000				Value chain Actor demand for training exist
	Number of rural enterprises accessing business development services (No.)	1,000	2,000	8,000				Entrepreneurs are willing to able to access business development services

⁶ The total number of persons accessing financial services (credit) will be disaggregated by men, women, and youth.

Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context	Moderate	Low
Political Commitment	Moderate	Low
Risk(s): In the recent past, the Government has reiterated its commitment to macroeconomic policies, aimed at maintaining public debt at a sustainable level, containing inflation within the target range, and preserving external stability. The Debt-to-GDP ratio stood at 61.6% in 2019 and the Government has confirmed that debt sustainability analysis indicates that public sector debt continues to be sustainable although the country's current external debt risk of distress categorisation has moved from low to moderate. As a result, the Government has adopted a more robust and cautious approach in negotiations regarding external debt, often resulting in delays in signing of financing agreements. Currently, Additional Financing agreements for UTaNRMP and ABDP remain unsigned, almost 18 months since approval by the Executive Board (EB) and there is risk in the delayed signing of KeLCoP's financing agreement as well.	Moderate	
Mitigation(s): To mitigate this risk, the IFAD/Kenya country team will continue to support government's efforts to mobilize co-financing in the form of grants from other development partners. So far, funding has been secured from Heifer International and discussions are ongoing with the German Government. In addition partnership with the IFC is being explored to provide parallel financing targeting the private sector actors in the value chain. These efforts are geared towards reducing overall cost of finance of the project to the Government.		
Governance	Moderate	Low
Risk(s): Firstly, County Governments have limited resources and are in the process of downsizing. They do not have the financial and personnel capacity to undertake their mandates with respect to major areas including the livestock sector.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate the risk, the project will assist the county Government with developing its overall capacity for strategic planning, providing it support in implementation and helping to invest in key resources, enable it to modernise its system of extension and market information through deploying digital technologies and e-extension models and assisting it in facilitating links with private sector and encourage private sector investments		
Risk(s): Secondly, the ongoing COVID-19 pandemic as well as upcoming general (2021) and presidential elections (2022) may pose delays in project start-up as well as implementation due to shortages of supplies and necessary services. According to the updated IMF forecasts of April 2020, due to the outbreak of the COVID-19, GDP growth is expected to slow down to 1% in 2020 and pick up to 6.1% in 2021, subject to the post-pandemic global economic recovery. This may result in increased prices and cost.	Moderate	Low
Mitigation(s): To mitigate this risk, the FIPS facility will be used to improve capability of State Department of Livestock to faster project start-up. Preparatory activities such set of PMU, acquisition of accounting software and M&E system will be financed through the FIPS facility. FIPS will also be used to support the State Department of Livestock to develop a COVID-19 mitigation strategy for the project, which will analyse the actual and potential impacts of the pandemic at the different levels of project implementation and on the target groups, and offer suggestions on the measures to be undertaken. One area that could receive attention re-orienting project Investments to be rolled out in a manner that pay more focus resilient livestock systems and building back livelihoods better to speedier recovery following shocks such as COVID-19 and political turmoil like post-election violence. Moreover, IFAD will monitor and support implementation to agree with implementing agency on reasonableness of the procurement approaches and obtained outcomes considering the available market response and needs. Finally, the project activities are aligned to the activities in the County Integrated Development Plan (CIDP) for which some resources have already been budgeted and there is potential to attract financing from other development partners. Moreover, the support requested from the county government under the project will generally be for aspects, which are within their capacity to provide such as land grants, tax incentives and ease of doing business for private sector. Finally, the project will use the technical capacity of the county governments in Livestock Production and Veterinary Officers for technical training of smallholder farmers, women and young men.		
Macroeconomic	Moderate	Low
Risk(s): The medium-term growth outlook expected to be impacted by COVID-19 pandemic as growth is projected to drop to 1.0% in 2020. In addition recent threats of drought and continued subdued private sector investment could drag down growth in the near-term.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate the risk, the project has a strong focus on private sector led growth in the selected counties and has identified a host of opportunities for encouraging the participation of the private sector in the selected value chains through hosting investor forums and multi-stakeholder forums.		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Risk(s): Secondly, there may be poor response from potential private sector actors in the selected value chains.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate the second risk, the project, in collaboration with the County Government, will build in attractive incentives for private sector engagement such as land grants, and strengthen the ease of doing business as well as linking the private sector with smallholders, which can provide tradable volumes and reliable supplies of appropriate quality. Discussions with county Governments show that they are willing to offer a range of incentives for this purpose.		
Fragility and security	Moderate	Moderate
Risk(s): Security threats (ethnic clashes, social conflicts and terrorist attacks could be an inherent risk).	Moderate	Moderate
Mitigation(s): In order to mitigate the risk, KeLCoP will not be implemented in counties known to be impacted by terrorism. In one or two arid counties there might be threats of low-level tribal feuds. Concerted effort will be made to select Wards that are secure for project implementation.		
Sector Strategies and Policies	Substantial	Substantial
Policy alignment	Moderate	Moderate
Risk(s): There is no overarching strategic policy or planning at the national or the county government level for livestock breed, feed and animal disease surveillance and control.	Moderate	Moderate
Mitigation(s): In order to mitigate the risk, the project will assist the National Government with the development of a Master Plan for Livestock together with FAO and ILRI and assist the county Governments with strategic plans for the livestock sector.		
Policy development & implementation	High	High
Risk(s): The livestock policies and strategies that are in place do not adequately acknowledge the role, needs, priorities and interests of smallholder farmers, women, youth and marginalized communities in agriculture	High	High
Mitigation(s) In order to mitigate the risk, the project will facilitate the National Governments and the County Governments to develop inclusive livestock strategies. The strategic interests of smallholder pastoralist and agro-pastoralist farmers, rural women, youth and marginalized traditional tribes will be addressed by promoting their visibility through recognizing the critical role that they play in the livestock value chains and addressing their needs and priorities.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Low
Risk(s): The main negative environmental risks that are likely to impact from the project include overstocking, overgrazing, land/pasture degradation, deforestation, soil erosion, pollution from effluent discharge, wildfires, and resource use conflicts among others.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the project has put in place elaborate measures within the components, the SECAP and the ESMF to minimise or reverse these risks. Some proposed mitigation actions include water infrastructure development, sustainable land and water management practices, rehabilitation of degraded pasture lands, promotion of sustainable rangeland and pasture management practices, development of a grievance redress mechanism, and promotion of integrated pests management among others. It is expected that if the project implements the proposed mitigation actions, builds capacities of farmers, and works closely with relevant authorities, the risk levels in the project areas will reduce significantly or be reversed. The project has put in place elaborate measures within the components, the SECAP and the ESMF to minimise or reverse these risks. Some proposed mitigation actions include water infrastructure development, sustainable land and water management practices, rehabilitation of degraded pasture lands, promotion of sustainable rangeland and pasture management practices, development of a grievance redress mechanism, and promotion of integrated pests management among others. It is expected that if the project implements the proposed mitigation actions, builds capacities of farmers, and works closely with relevant authorities, the risk levels in the project areas will reduce significantly or be reversed.		
Project vulnerability to climate change impacts	High	Moderate
Risk(s): The risk that existing or possible future climate variability and/or extreme climatic events may have significant adverse impacts on food and nutrition security, agricultural productivity, access to markets, value chains, infrastructure, and/or the incidence of pests and diseases, resulting in increased vulnerability or deterioration of target populations' livelihoods and ecosystems. Some of the project	High	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
counties are exposed to extreme weather events, such as drought, heat waves and floods. Drought and heat waves will negatively affect livestock productivity and livelihoods of agro-pastoralists in ASAL counties. The wetter western counties are more likely to experience floods and landslides, which could lead to disease outbreaks and loss of livestock or human lives. Other risks associated with climate variability or change include emergence of desert locusts, water scarcity, wild fires, resource use conflicts, land degradation among others.		
Mitigation(s): In order to mitigate the risks, the project has proposed mitigation actions within its components, the SECAP, ESMF and the in-depth climate risk analysis will minimize these risks. Some measures include investments in water infrastructure, a contingency fund to address climate related emergencies, sustainable pasture and rangeland management practices, agroforestry, breed improvement, disease and pests' surveillance, climate and weather information services, climate proofing market and processing facilities, and aligning selected value chains in sub-counties with climate projections, among others. Implementation of the proposed mitigation actions is likely to improve farmers' abilities to cope with and deal with climate change.		
Project Scope	Low	Low
Project relevance	Low	Low
Risk(s): Firstly, there may be a risk that the objectives and interventions of the project are not well aligned with national development or IFAD priorities, and/or are not sufficiently relevant or responsive to the needs and priorities of the intended target group throughout the project's lifespan.	Low	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the project scope and activities were closely identified in discussion with beneficiaries and County Governments and with relevance to their development plans.		
Risk(s): Secondly, there is a lack of opportunities for the rural poor especially youth, women and smallholders reduce the scope of the project to enable them to increase their productive capacity, access to markets and increase their resilience to economic and climate risks.	Low	Low
Mitigation(s): In order to mitigate the impact of this risk, a rigorous assessment of the opportunities offered by the selected value chains will be conducted at County level and priorities of the selected beneficiary households will be identified in participatory manner with relevant stakeholders and the County Government. Thus, the scope will be tailored and focused in each County.		
Technical soundness	Low	Low
Risk(s): While the project is technically robust, one of the risks that can be foreseen is that the innovative aspects of the project are not adapted rapidly by the beneficiaries	Low	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, during implementation, the project will work with technical specialists in the public and private sector in order to ensure that the beneficiaries are fully sensitized on the benefits of the innovative approaches.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	High	Moderate
Implementation arrangements	High	Moderate
Risk(s): Firstly, there may be weak technical capacity of county government personnel in policy development and livestock extension.	High	Moderate
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the project will invest adequately in technical and financial support to boost capacity of county personnel and also contract qualified extension service providers and use of e-extension approaches where necessary to bridge capacity gaps. Supervision and implementation support missions, especially in years 1 and 2 will support project implementation.		
Risk(s): Secondly, a number of innovative technological tools will be deployed in the project, hence calling for various thematic and specialized expertise, which the PMCU may not have recourse to	High	Moderate
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, implementing arrangements will involve contracting an outcome-based, locally well-established NGO, with expertise in ASALs, business, ICT, and livestock development. A number of such NGOs have already expressed interest and they include Heifer international; Precision Agriculture for Development (PAD); USTADI Foundation, SNV; or ICCO, Resource Conflict Institute (RECONCILE), amongst others.		
M&E arrangements	High	Moderate
Risk(s): Weak M&E arrangements will not allow for the project's progress and impact to be accurately measured.	High	Moderate
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, KeLCoP will deploy a participatory Knowledge Management/Monitoring and Evaluation (KM/M&E) system to be developed and managed by the PMCU. A key element of the KM/M&E system will be involvement of primary stakeholders as active participants		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>to provide inclusive assessments of results, and to reflect the perspectives and aspirations of those most directly affected by the project. The PMCU will bear overall responsibility for the continuous M&E and regular reporting on progress and the achievement of project objectives, milestones and results. As indicated in the Kenya COSOP (2020-2025), the Kenya portfolio is currently in the process of developing a portfolio KM Plan. Therefore, the KM Plan developed through KeLCoP will be aligned with this overarching portfolio KM Plan.</p> <p>Moreover, a web-based Management Information System (MIS) will be developed to facilitate data management and allow automated production of a number of draft progress tables.</p>		
Procurement	Substantial	Moderate
Legal and regulatory framework	Substantial	Moderate
<p>Risk(s): Regulations under the Public Procurement and Disposal Act of 2015 contain some weaknesses in the area of transparency and accountability. The use of IFAD's Standard Bidding Documents will largely limit the risks identified though the review and reflected in the PRM.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigation(s): The PIM will contain clear indication of rules, regulations, policies and procedures to be adopted in order to ensure compliance with IFAD's Project Procurement Guidelines</p>		
Accountability and transparency	High	Moderate
<p>Risk(s): Kenya ranks 137 out of 180 countries in the 2019 Corruption Perception Index according to Transparency International which indicates that integrity and ethical values still require strengthening. Risks related to Accountability and Transparency include: slow procurement processing and decision making with potential implementation delays; unclear defined roles in contract management system with potential time and cost overrun and poor-quality deliverable; increased risk of F&C (abuse of simplified procurement procedures, false delivery certification, inflated invoices).</p>	High	Moderate
<p>Mitigation(s): In order to mitigate this risk, all procuring entities as well as bidders and service providers, that is: suppliers, contractors, and consultants shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under the IFAD funded Projects in accordance with paragraph 84 of the Procurement Guidelines and the relevant Articles of the Kenya Public Procurement Act and other national legislation which refers to corrupt practices. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to the project, Compliance with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption including without limiting the IFAD's right to sanction and the IFAD's inspection and audit rights. Maintaining accountability for following the expedited approval processes; assigning staff with responsibility of managing each contract; and ensuring oversight by IFAD teams in close coordination with the borrower's oversight agencies.</p>		
Capability in public procurement	Substantial	Moderate
<p>Risk(s): State Department for Livestock (SDL) staff have limited experience in using Donors Procurement Regulations and Procedures and have a heavy workload.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigation(s): In order to mitigate this risk, KeLCoP will recruit two qualified and experienced procurement staff to carry out procurement activities and provide focused training and hand-holding for capacity building of the PMCU staff and other implementing partners. Individual consultant may be recruited on retainer basis to support the implementation of the planned activities whenever needed.</p>		
Public procurement processes	Moderate	Low
<p>Risk(s): The risks include: delay in initiating completing the planned activities; inadequate Technical Specifications and evaluation criteria; incomplete records keeping and filing; excessive use of non-competitive procurement methods, without proper justification; weakness in ensuring contract management (supervision)/administration (monitoring) during contract implementation to completion that may result into cost overruns</p>	Moderate	Low
<p>Mitigation(s): In order to mitigate this risk, IFAD's oversight of procurement will be done through increased implementation support missions, and will provide procurement hands-on expanded implementation support to help expedite all stages of procurement and ensure compliance. Procurement and technical staff of the PMU to undergo focused training on procurement process best practices.</p>		
Financial Management	Substantial	Moderate
Organization and staffing	Moderate	Low
<p>Risk(s): The risk that the implementing entity does not have the necessary number of adequately qualified and experienced financial management staff in the national and regional centers, resulting in limited ability to meet the functional needs of the project.</p>	Moderate	Low

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the PS of MoALF will be the Accounting Officer for the project in regards to government organizational structure. The project will be house under the Ministry however there will be an independent PMCU with a Finance Unit. The Financial Controller assisted by the Accounts Assistants shall manage the Finance Unit of the Project. These team shall be competitively recruited as part of the start up activities.		
Budgeting	Moderate	Moderate
Risk(s): The risk that budgeted expenditures are not realistic, not prepared or revised on a timely basis, and not executed in an orderly and predictable manner, resulting in funds not being available when needed, ineligible costs and reallocation of project funds and slow implementation progress.	Moderate	Moderate
Mitigation(s): the Financial Controller of the PMCU will coordinate the budget preparation processes with close coordination with project coordinator and the lead person for each component. At the counties levels, the activities to be carried out at the counties will also need to be included in their budget for approval by the counties assemblies. This will be done by county project coordinator under the guidance of the project's Financial Controller. Payments cannot be made if the budget provisions have not been made and approved by Parliament at the Ministry's level and County Assembly for county activities. Moreover, the arbitrary cut of printed estimates budgets in the course of a fiscal year due to other fiscal measures will be emphasized during loan negotiations and specific assurances be sought that project budget estimates will not be arbitrarily cut by the National Treasury		
Funds flow/disbursement arrangements	High	Moderate
Risk(s): The risk that funds from multiple financiers disburse with delay due to cumbersome treasury arrangements or inability of project cost centers and service providers to justify prior advances, resulting in delayed implementation.	High	Moderate
Mitigation(s): A clear and streamlined process of flow of funds has been put in place: (a) transfer of the Government's counterpart funds to a separate bank account that will be managed by PMCU; (b) payments for expenditure from counterpart funds bank account; (c) transfer of IFAD funds to KeLCoP US\$ designated account; (d) transfer of IFAD funds to PMCU operational account in local currency for payments at PMCU. This account will be held in a commercial bank; (e) transfer of IFAD funds to County Project Accounts; (f) payments of eligible expenditure at county levels; (g) payments of eligible expenditure at PMCU; (h) direct payment to suppliers or partners by IFAD. This will be on exceptional basis and for payments of more than USD 100,000 as will be guided in the letter to borrower.		
Internal controls	Substantial	Moderate
Risk(s): The risk that appropriate controls over Project funds are not in place, leading to the inefficient or inappropriate use of project resources.	Substantial	Moderate
Mitigation(s): To effectively safeguard project resources, internal controls have been instituted at the PMCU in the whole framework of financial and administrative procedures. The identified controls range from; proper record keeping and posting, authorization of accounting, procurement and administrative documents, balancing and checking, physical security of assets, double signing (approval) arrangements, to financial reporting and monitoring. These are prescribed in PFM act and further detailed in the finance and operation manual for the project. There will be internal audit function, as noted below, to check overall compliance to internal controls and provide support towards improving systems, procedures and processes.		
Accounting and financial reporting	High	Substantial
Risk(s): The risk that accounting systems – including polices and standards – are not integrated and reliable, leading to inaccuracies in financial records, and that reasonable records are not prepared, issued and stored, leading to lack of informed decision-making.	High	Substantial
Mitigation(s): IFAD will provide intensive training and support to county financial managers. The project will invest in accounting software to boost PMCU's capacity and will simultaneously do regular checks and balances. A properly installed accounting software will be a disbursement condition to disbursement. The acquisition of the software including staff training will be part of the start up activities.		
External audit	Substantial	Moderate
Risk(s): The risk that independent and competent oversight of the Project financial statements is not in place or performed timely leading to possible misrepresentation of the financial results and/or suspension or other remedies due to compliance breaches.	Substantial	Moderate
Mitigation(s): On annual basis, Finance controllers will prepare and the audit TOR in the beginning of the financial year and agree timelines with the OAG. The consolidated draft financial statements for the		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
project will submitted to the Office of the Auditor General not later four month after the financial year end. The audited financial statements submitted to IFAD within six months after the period end in accordance with IFAD guidelines.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity conservation	Low	Low
Risk(s): The risk that the project may cause significant threats to or the loss of biodiversity, availability of diversified nutritious food, ecosystems and ecosystem services, territories of the indigenous peoples, or the unsustainable use/production of living natural resources.	Low	Low
Mitigation(s): The project will not have adverse impacts on biodiversity in the area. On the contrary, the project will invest in the rehabilitation of degraded rangelands and pasturelands, support hay and silage making for use during the dry season, promote agroforestry, improve livestock breeds and management, and promote efficient feeding practices. As some project sites maybe close to protected areas such as game reserves, the project will ensure that a 5km buffer zone is adhered to and these areas screened out of the project sites. Deforestation will be controlled through agroforestry and afforestation efforts. Communities will be consulted and sensitised on the need to conserve biodiversity and engaged in all such efforts.		
Resource efficiency and pollution prevention	Moderate	Low
Risk(s): The risk that the project may cause pollution to air, water, and land, and inefficient use of finite resources that may threaten people, ecosystem services and the environment at the local, regional, and global levels.	Moderate	Low
Mitigation(s): To mitigate this risk, the project plans to invest in various measures that will promote resource efficiency. These include breed improvement, development of community based water infrastructure, animal health, upgrading and climate proofing marketing and processing facilities, and, implementation of proposed environment, climate and social risks mitigation actions. Measures to prevent pollution of water, soil and air through effluent discharge, e-waste, solid waste, among others have been articulated in the ESMF and in the SECAP and the project is expected to implement them to minimise pollution levels.		
Cultural heritage	Moderate	Low
Risk(s): Firstly, patriarchal norms may prevent women from participating and benefitting from project activities. In order to mitigate the risk, the project proposes the extensive use of GALS methodology to empower women and make women's roles, needs and aspirations visible; and sensitizing smallholder farmers, women, men and youth to the need of gender justice to increase well-being. Moreover, KeLCoP will increase women's self-efficacy, access to knowledge, skills, ICT, capital through training, grants, exposure visits and GALS fairs. Finally, KeLCoP activities will increase women's visibility as actors in the value chain in the Master Plan for Livestock and County Livestock strategies and Behaviour Change Communication Campaign. The SECAP and the ESMF also identify potential social risks and proposes mitigation actions that the project should implement to address them. Secondly, there may be a risk of men taking over if women's economic activities increase in value and/or become more profitable. The same situation may lead to adults taking over youth assets and economic activities.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, group ownership of assets will be promoted, particularly to support women, in ensuring that no male member of any one household may be able to appropriate the woman's assets. GALS training will also be used to empower women to take up leadership positions. Simultaneously, mentors will be in close contact with beneficiaries to monitor use of asset and economic activity. The project has developed a grievance redress mechanism (GRM) to address conflicts and grievances that may arise from project interventions. Moreover, indigenous peoples will be engaged in a consultative and participatory manner through the FPIC process, whilst ensuring that they provide consent to all interventions included in their action plans.		
Indigenous Peoples	Moderate	Low
Risk(s): Inequitable participation and delivery mechanisms insufficiently sensitive to the specific requirements and culture of IPs are possible risk.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, quotas for the inclusion of IPs have been set at 10% across project components. The project has developed and Indigenous Peoples Planning Framework that articulates the processes and procedures through which the FPIC will be undertaken and the Indigenous Peoples Action Plans developed. The FPIC will ensure that IPs are engaged through a participatory, consultative and transparent process and that they provide consent for all interventions that are proposed		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
in their action plans. Moreover, the project will take the do-no-harm approach in ensuring that interventions proposed are not harmful to their cultural norms and indigenous way of life. The project has also developed a GRM, which the IPs will be made aware of, and through which they can lodge complaints so that corrective measures can be made.		
Community health and safety	Moderate	Low
Risk(s): Community health and safety risks are likely to result from exposure to agrochemicals, zoonotic diseases, COVID 19, and pollution resulting from some project interventions.	Moderate	Low
Mitigation(s): To mitigate this risk, the SECAP, ESMF and the integrated pesticides management plan have identified these risks and proposed mitigations actions that will be implemented to minimise or reverse these risks. For COVID 19, some of the measures include awareness creation and sensitisation on social distancing, wearing of masks, washing/sanitising hands, and use of M-Pesa/digital money transactions.		
Labour and working conditions	Low	Low
Risk(s): The risk that the project may cause exploitative labour practices (e.g. forced or child labour), gender based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers.	Low	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the project will include in its ESMP safeguards to ensure that each technical lead and service provider ensures that there are no exploitative labour practices (e.g. forced or child labour), gender based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project. The beneficiary feedback surveys will also include feedback on these aspects and a GRM mechanism will also be in place to ensure this risk is minimized.		
Physical and economic resettlement		No risk envisaged
Project interventions will not lead to physical or economic resettlement of project beneficiaries or communities in the project areas. The ESMF provides an exclusion list of interventions that will not be supported by the project and indicates that resettlement of more than 20 persons will not be supported by the project.		
Greenhouse gas emissions	Low	Low
Risk(s): The risk that the project may significantly increase greenhouse gas (GHG) emissions and thereby contribute to anthropogenic climate change.	Low	Low
Mitigation(s): KeLCoP is investing in small ruminants (goats and sheep), poultry and bee value chains, which are expected to have very minimal contributions to GHGs emissions. Interventions to promote sustainable rangeland and pasture management, efficient feeding practices, breed improvement etc., are likely to further reduce GHG emissions into the atmosphere. Moreover, the project will benefit from a pilot being done by IFAD in collaboration with FAO on GHGs emissions reduction in the livestock sector, through the use of Global Livestock Environmental Assessment Model (GLEAM). The latter will provide a baseline and an end-line progress assessment in reduction of GHGs emissions		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Low
Risk(s): The marginalization of women and youth beneficiaries. Women are more vulnerable to climate change and environmental degradation because of their triple role in society, and also because they face discrimination and inequalities in accessing land and water, markets, technologies and credit.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the project will establish a strong quota and target with explicit budget lines for women youth and vulnerable groups in selected value chains for each training, grant and investment opportunity. The needs of the IPs will also be addressed through the FPIC process and the development of IPs action plans. Furthermore, the SECAP, in-depth climate risks analysis and the ESMF identify potential environmental, social and climate risks and proposed mitigation actions that will be implemented to address them		
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder engagement/coordination	Moderate	Low
Risk(s): Firstly, County Governments or indigenous peoples may not feel involved in project activities when they are being implemented.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, all investments plans and project activities will be discussed and agreed upon with County Governments during the AWP/B exercise to secure their commitment. IPs will be engaged through the FPIC and the development of IPs actions plans.		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Risk(s): Secondly, smallholder farmers, particularly women, youth and poor households may feel that the project activities are not relevant for them, in spite of the wide consultations during the project design.	Moderate	Low
Mitigation(s): In order to mitigate this risk, the project will adopt a participatory and demand driven approach to assess community needs and develop support packages in close partnership with them.		
Stakeholder grievances	Moderate	Low
Risk(s): beneficiaries, target groups and stakeholders can lodge grievances and have corrective measures taken by the project.	Moderate	Low
Mitigation(s): The project has developed and will put in place a grievance redress mechanism and a beneficiary feedback mechanism through which beneficiaries, target groups and stakeholders can lodge grievances and have corrective measures taken by the project.		